

Burundi : la police interdit toujours l'accès à une radio privée

@rib News, 19/05/2015 - Source AFP Le directeur d'une radio privée burundaise, en partie détruite par des forces loyales au pouvoir pendant la tentative de coup d'Etat, a tenté sans succès mardi de rouvrir sa station et s'en est vu interdire l'accès par la police, malgré de récentes assurances de la présidence sur la liberté des médias. Innocent Muhozi (photo), directeur de la radio-télévision Renaissance, s'est rendu dans la matinée devant les locaux de sa radio à Bujumbura, a constaté un journaliste.

Une dizaine de policiers sont immédiatement intervenus pour lui en interdire l'accès, exigeant une autorisation spéciale délivrée par le ministre de la Sécurité. Radio-Télévision Renaissance, mais également la RPA (radio la plus connue du pays), et les stations Bonesha et Isangarino avaient été attaquées la semaine dernière après avoir relayé le message d'un groupe d'officiers annonçant la destitution du président Pierre Nkurunziza, alors à l'étranger. Le coup d'Etat avait échoué peu après. Selon les directeurs de ces quatre médias, les forces pro-Nkurunziza sont responsables des attaques contre leurs locaux. Visées notamment par des tirs de lance-roquette RPG, ces quatre radios ont été sérieusement endommagées, tout ou partie de leur matériel détruit, et elles sont aujourd'hui dans l'incapacité d'émettre. Peu après l'écoulement du coup d'Etat, un conseiller à la présidence avait condamné ces attaques avec la dernière énergie, assurant que ces médias étaient libres de reprendre leurs émissions à n'importe quel moment. La présidence a fait semblant de condamner, elle a dit que nous pouvons recommencer à émettre quand nous voulons, mais c'est une vaste blague, a commenté M. Muhozi. En réalité, on vient canarder nos locaux, on détruit, puis on met un cordon de police, pour nous en interdire l'entrée, a-t-il fustigé, estimant que cette interdiction de facto vaut pour toutes les radios indépendantes. Dès le début, fin avril, des manifestations contre un troisième mandat du président Nkurunziza, les radios RPA, Bonesha, Isangarino avaient été empêchées d'émettre hors de Bujumbura par le gouvernement, accusé de relayer les appels à manifester. La RPA -depuis longtemps dans le collimateur du pouvoir- avait été complètement coupée peu après. Il ne reste aujourd'hui quasiment plus de presse privée au Burundi, où la scène médiatique était pourtant très active ces dernières années. Seule la radio télévision publique (RTNB) continue d'émettre et relaie uniquement le message présidentiel. Le patron de la RPA, Bob Rugurika, a fui à l'étranger et plusieurs journalistes de médias privés se cachent. La réouverture de ces radios pose un double problème, a expliqué, sous couvert d'anonymat, un cadre du Conseil national de la communication (CNC): sur le plan technique, il leur faut du nouveau matériel, car presque tout a été détruit. Sur le plan politique, le gouvernement ne peut pas accepter qu'elles recommencent à émettre dans les mêmes conditions qu'avant, alors qu'elles sont devenues des relais de l'insurrection et ont ouvert leurs micros aux putschistes. Interrogé mardi à ce sujet, un conseiller à la présidence, Willy Nyamitwe a réaffirmé: les médias doivent être autorisés à rouvrir dès que possible. On ne peut pas aller aux élections sans que les médias puissent travailler, a-t-il affirmé. Par ailleurs, pour la première fois mardi, des journalistes de la presse internationale se sont vu interdire par la police l'accès d'un quartier contestataire, à Musaga. Ces journalistes jouissaient jusqu'à présent d'une totale liberté de mouvement pour couvrir les événements en cours à Bujumbura. Il n'y a pas d'instruction de la présidence en ce sens, a assuré M. Nyamitwe: s'il y en avait (...), je serais au courant.